

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

19 décembre 2018

---

**MESURES D'URGENCE ÉCONOMIQUES ET SOCIALES - (N° 1516)**

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° AS102

présenté par

M. Ratenon, M. Bernalicis, Mme Taurine, M. Prud'homme, M. Ruffin, Mme Rubin, Mme Autain,  
M. Coquerel, Mme Ressiguiier, M. Quatennens, Mme Panot, Mme Obono, M. Mélenchon,  
Mme Fiat, M. Larive, M. Lachaud et M. Corbière

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

Le Gouvernement remet au Parlement, dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi, un rapport chiffrant la revalorisation des pensions minimums de retraites au niveau du salaire minimum de croissance.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Les députés de la France Insoumise s'opposent avec force à la politique profondément injuste du gouvernement, qui frappe durement les Françaises et les Français alors qu'il multiplie dans le même temps les cadeaux aux plus riches (suppression de l'ISF, instauration du PFU sur les revenus du capital, ...) et aux grandes entreprises (baisse de l'impôt sur les sociétés, pérennisation du CICE, ...). Les mesures fiscales depuis l'élection du président Macron ont ainsi profité avant tout aux 400 000 ménages les plus riches. « Il s'agit, selon la fondation Jean Jaurès, de la baisse d'impôt par contribuable la plus forte jamais réalisée en France », une économie de 10 000 euros par an en moyenne. Pire, selon le Laboratoire sur les inégalités mondiales, les 5 000 Français les plus riches ont économisé en moyenne 253 800 euros. Or le PLFSS pour 2019 continue de creuser les inégalités puisqu'il prévoit la sous-indexation de l'ensemble des pensions de retraite, du minimum contributif (qui revalorise les pensions de ceux qui ont cotisé sur la base de salaires très faibles), du minimum de réversion et de la majoration pour tierce personne. Les difficultés s'accumulent pour les retraités. Compte-tenu des réformes des retraites successives, une part importante des personnes retraitées ne doivent déjà se contenter que de la pension minimum de leur régime d'affiliation (44 % des femmes et 14 % des hommes). Les députés membres du groupe La France Insoumise estiment que dans une des plus grandes puissances économiques, dans un pays qui bat chaque année le record du nombre de millionnaires et de dividendes versés aux actionnaires, les retraités méritent un repos digne et des pensions décentes. Ils demandent donc au gouvernement de remettre au Parlement un rapport portant sur la revalorisation des pensions de retraite à 1200 euros minimum.